



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE**

**n° 14 du 20 mai 2011**

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- . sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- . aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 20 mai 2011

|          |
|----------|
| SOMMAIRE |
|----------|

|  |            |
|--|------------|
| <b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>  | <b>592</b> |
| <b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>   | <b>592</b> |
| <b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>  | <b>592</b> |
| Bureau de l'interministérialité.....   | 592        |
| Arrêté préfectoral n° 11.BI.53 du 19 mai 2011 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.....   | 592        |
| Arrêté préfectoral n° 11.BI.54 du 19 mai 2011 accordant délégation de signature à Mme Marie-Hélène MAITRE, directrice générale par intérim de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE..... | 592        |
| <b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>  | <b>593</b> |
| <b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>  | <b>593</b> |
| Décision de délégation de signature du 10 mai 2011.....  | 593        |

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.53 du 19 mai 2011 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le règlement des adjudications de chasse en forêt domaniale approuvé le 27 novembre 2002 par le Conseil d'administration de l'Office National des Forêts ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Délégation est donnée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, afin de présider la vente par adjudication publique partielle sur soumissions cachetées du droit de chasse à tir qui aura lieu le mardi 28 juin 2011 au Campus de l'ONF à Velaine-en-Haye (54840).

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL et le directeur territorial de l'ONF de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle..

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 19 mai 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

**Arrêté préfectoral n° 11.BI.54 du 19 mai 2011 accordant délégation de signature à Mme Marie-Hélène MAITRE, directrice générale par intérim de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1432-2 et L 1435-1 issus de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, le livre 3ème de la première partie relatif à la protection de la santé et environnement, le livre 2ème de la troisième partie relatif à la lutte contre les maladies mentales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret N° 2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le décret du Président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 13 mai 2011 portant nomination de Mme Marie-Hélène MAITRE en qualité de directrice générale par intérim de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU les arrêtés préfectoraux des 17 janvier et 10 mai 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur de l'ARS de Lorraine ;

VU la circulaire des ministères de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales du 24 mars 2010 relative aux relations entre les préfets et les agences régionales de santé ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le protocole relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'agence pour le préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Hélène MAITRE, directrice générale par intérim de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les documents suivants :

1. Hospitalisations sans consentement visées aux articles L. 3211-1 à L. 3214-5 du code de la santé publique :

- la transmission à l'intéressé des arrêtés préfectoraux le concernant, en cas d'hospitalisation d'office, de maintien, de transfert, de levée et de sorties d'essai ;

- les courriers aux procureurs de la République du siège de l'établissement d'hospitalisation et du domicile de toute personne hospitalisée sur demande d'un tiers (article L 3212-5 du code de la santé publique) ;

- les courriers adressés au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement, au maire du domicile et à la famille de la personne hospitalisée relatifs à une hospitalisation d'office, à un renouvellement et à toute sortie.

2. Les mesures de salubrité générale et contrôle administratif et technique des règles d'hygiène dans les conditions prévues à l'article L1421-4 du code de la santé publique :

- les courriers relatifs au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et aux arrêtés pris sur le fondement de l'article L 1311-2 du code de la santé publique ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine y compris notification des résultats et informations ainsi que les mesures d'urgence nécessaires (art L 1321-1 à L 1321-10 et R 1321-1 à R 1321-68 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles (L. 1322-1 à L. 1322-13 et R 1322-1 à R 1322-44-17 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine conditionnées (R. 1321-69 à R. 1321-95 ; R. 1321-1 à R. 1321-63 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public y compris notification des résultats et des classements (art. L 1332-1 à L 1332-9 et D1332-1 à D 1332-42 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle des nuisances sonores dans le domaine des bruits de voisinage et des établissements diffusant de la musique amplifiée (art. R 1334-31 à R 1334-37 du code de la santé publique ; L 571-17 et R 571-25 à R 571-30 du code de l'environnement) ;
- les courriers relatifs au contrôle des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des filières d'élimination des pièces anatomiques (art. R 1335-31 du code de la santé publique et décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997) ;
- les courriers relatifs à la salubrité des immeubles (art. L 1331-17, L 1331-22 à L 1331-31 et art. R 1331-4 à R 1331-11 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs à la lutte contre le saturnisme infantile et l'amiante (art. L 1334-1 à L 1334-13 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique).

3. Laboratoires de biologie médicale :

- les agréments ou modifications d'agrément des Sociétés d'Exercice Libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène MAITRE, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 1er sera exercée par M. Jean-Pierre PERON, directeur régional de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre PERON, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 2 sera exercée par M. Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe ROMAC, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 3 sera exercée par M. Jérôme MALHOMME, chef du service veille et sécurité sanitaire environnementale et en cas d'empêchement de M. Jérôme MALHOMME, pour les correspondances et les documents se rapportant à l'alinéa 2 de l'article 1er du présent arrêté par Mme Stéphanie MONIOT, ingénierie d'études sanitaires, par M. Manuel RODICQ, ingénierie d'études sanitaires, et par M. Olivier DOSSO, ingénierie.

**Article 5 :** Demeurent réservées à la signature de M. le préfet :

- les correspondances adressées :

- \* à la présidence de la République et au Premier ministre,
- \* aux ministres,
- \* aux parlementaires,
- \* au préfet de région et au président du conseil régional,
- \* au président du conseil général,
- \* au président de la communauté urbaine du Grand Nancy ;

- les circulaires à destination des maires des communes du département, des mises en demeure devant être notifiées aux collectivités territoriales pour non respect de leurs obligations réglementaires ;

- les situations de risques sanitaires pouvant constituer un trouble à l'ordre public où les services de l'agence sont placés, pour emploi, sous l'autorité du préfet ;

- les courriers et mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières.

**Article 6 :** Les arrêtés préfectoraux N° 11.BI.12 du 17 janvier 2011 et N°11.BI.52 du 10 mai 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine, sont abrogés.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice générale par intérim de l'agence régionale de la santé de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 19 mai 2011

Le Préfet,  
Adolphe COLRAT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

#### Décision de délégation de signature du 10 mai 2011

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU l'arrêté ministériel du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU le décret du 17 décembre 2009 portant nomination de Mme Françoise NOITON, administrateur général des finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 5 mars 2010 fixant au 31 mars 2010 la date d'installation de Mme Françoise NOITON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

#### DELEGATIONS GENERALES

**Article 1er :** Délégation générale de signature est donnée à :

- Monsieur Jean-Marie ZIMMERMANN, administrateur des finances publiques, Monsieur Xavier HUMBERT, administrateur des finances publiques et à Madame Nadine FAUCHEUX, administrateur des finances publiques.

Ceux-ci reçoivent mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer seuls ou concurremment avec moi, sous réserve des dispositions de l'article 2, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent ;

Ils sont autorisés à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

**Article 2 :** Sont exclus du champ de la délégation accordée à M. Xavier HUMBERT, tous les actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 11 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié.

**Article 3 :** Reçoivent pouvoirs de me représenter dans les différentes commissions, de se remplacer mutuellement et, en l'absence de l'administrateur général et des administrateurs des finances publiques, les mêmes pouvoirs, dans les mêmes conditions d'exercice, sans toutefois que l'empêchement puisse être invoqué par les tiers ou opposé à eux :

- Monsieur Christophe DUCHENE, directeur divisionnaire des impôts, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des particuliers et des amendes,
- Monsieur Claude CALDERARI, directeur divisionnaire des impôts, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la redevance,
- Monsieur Laurent TOUSSAINT, inspecteur principal des impôts, responsable du pilotage des affaires juridiques et du contentieux,
- Madame Nicole BENOIT, receveur percepteur, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques,
- Monsieur Michel ROUSSEAU, receveur percepteur, responsable du pilotage de la comptabilité et des autres opérations de l'Etat, des dépôts et services financiers, des produits divers,
- Monsieur Philippe BAUER, trésorier principal, responsable du pilotage de France Domaine,

- Madame Sylvie ROMAIN, receveur percepteur, responsable du pilotage de la gestion des ressources humaines et de la formation,
  - Monsieur Jean-Luc HUMBERT, directeur divisionnaire des impôts, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique,
  - Monsieur Marc DERHAN, trésorier principal, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service.
- Ils sont autorisés à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

#### DELEGATIONS SPECIALES

**Article 4 :** Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur mission, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

##### 1 - Pour la mission de maîtrise des risques

- Madame Nadine FAUCHEUX, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques,
- Madame Sophie CHEVALIER, inspecteur du Trésor, responsable de la cellule qualité comptable.

##### 2 - Pour la mission d'audit

Reçoivent procuration pour procéder aux remises de services lors des changements de comptables, d'agents comptables et de régisseurs de l'Etat ou des collectivités, signer les procès-verbaux et notes, documents et lettres d'envoi, demandes de renseignements relatives à leurs attributions :

- Monsieur Cyril COCHARD, inspecteur principal du Trésor, auditeur,
- Madame Mireille GOUSSARD, inspecteur principal des impôts, auditrice,
- Monsieur Yann LE-SAINT, inspecteur principal des impôts, auditeur,
- Monsieur Julien REMY, inspecteur principal du Trésor, auditeur,
- Madame Claire STREBLER, inspecteur principal des impôts, auditrice,
- Mademoiselle Stéphanie DREUX, inspecteur du Trésor, assistante auditrice.

##### 3 - Pour le secrétariat général et la communication :

- Monsieur Jean-Luc MANNEVILLE, inspecteur départemental, chargé de communication.

En cas d'empêchement :

- Madame Catherine VIEUX-MELCHIOR, contrôleur principal du Trésor.

##### 4 - Pour la mission politique immobilière de l'Etat

Reçoit procuration pour signer tous documents relatifs à la politique immobilière de l'Etat et me représenter dans cette mission :

- Monsieur Jean-Pierre BEAUX, receveur-percepteur.

##### 5 - Pôle gestion fiscale

\* Pour la Division Fiscalité des particuliers, missions foncières et patrimoniales et amendes :

- Monsieur Christophe DUCHENE, directeur divisionnaire des impôts, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des particuliers et des amendes,
- Madame Nathalie SAULNIER, receveur-percepteur, responsable de l'équipe recouvrement,
- Madame Myriam NAUMANN, inspecteur des impôts, chargée des missions d'assiette,
- Madame Chrystelle MONTGAILLARD, inspecteur des impôts,
- Madame Isabelle VICHARD, inspecteur du Trésor, Mesdames Céline THELLIEZ et Agnès BOURGON, inspecteurs des impôts, chargées de la mission recouvrement.

En cas d'empêchement :

- Madame Pierrette COLIN, contrôleur du Trésor.

Elles sont autorisées à agir en justice et effectuer des déclarations de créances

\* Pour la Division fiscalité des professionnels – contrôle fiscal – redevance :

- Monsieur Claude CALDERARI, directeur divisionnaire des impôts, responsable du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la redevance,
- Monsieur Cyrille MARQUIS, inspecteur départemental, adjoint au responsable en charge du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la redevance,
- Madame Annie LECHNER, inspecteur départemental, adjoint au responsable en charge du pilotage de l'assiette et du recouvrement de la fiscalité des professionnels, du contrôle fiscal et de la redevance,
- Madame Gwenaëlle CARRIOT, inspecteur des impôts, chargée des missions d'assiette et de recouvrement,
- Mesdames Marie-Annick LEJAY, Claude SIMEURT, Francine BERGER-SCHENATO, inspecteurs des impôts, chargées de la mission de contrôle fiscal.

En cas d'empêchement :

- Madame Martine NOEL, contrôleur principal des impôts,
- Madame Sylvie ZUNINO, contrôleur des impôts.

Reçoivent procuration pour signer tous les courriers et pièces afférents aux missions de contrôle de la redevance audiovisuelle, concernant les particuliers, les professionnels et les vendeurs de télévision ou dispositifs assimilés, ainsi que les dossiers afférents au surendettement en matière de redevance audiovisuelle :

- Monsieur Guy ROUMANET, contrôleur principal du Trésor,
- Mesdames Elizabeth BANAZIAK, et Elizabeth HELLE, contrôleurs du Trésor.

\* Pour la Division Affaires juridiques - contentieux :

- Monsieur Laurent TOUSSAINT, inspecteur principal des impôts, responsable du pilotage des affaires juridiques et du contentieux,
- Monsieur Jean-Marc FRANCOIS, inspecteur départemental, adjoint au responsable en charge du pilotage des affaires juridiques et du contentieux,
- Mesdames Isabelle HENRY-GAZEILLES, Myriam BERTAUD, Stéphanie CHAUMET, Maria LEONARDI et Bénédicte CRENN, inspecteurs des impôts, rédactrices,
- Messieurs Christian HAJCZAK, Patrick HOUSSEMAND, Didier PUILLE, Philippe STEPLER, inspecteurs des impôts, rédacteurs.

En cas d'empêchement :

- Mesdames Lisette ZIEGLER, Sabine BARBOSA et M. Claude MONTIGNEAUT, contrôleurs des impôts.

##### 6 - Pôle gestion publique

\* Pour la Division Dépense – Produits divers - Comptabilité et opérations de l'Etat :

- Monsieur Michel ROUSSEAU, receveur percepteur, responsable du pilotage de la comptabilité et des autres opérations de l'Etat, des dépôts et services financiers, des produits divers.

- Service Dépense de l'Etat :

Reçoivent procuration pour signer les notes, documents ordinaires de service courant, les accusés de réception, bordereaux et lettres d'envoi, demandes de renseignements et notes de rejet relatifs aux attributions de leur service les récépissés, déclarations de recettes, reconnaissances de dépôts de valeurs, les certifications de règlement sur les mandats, sur les ordres de paiement et tous documents comptables, les extraits d'opposition et certificats de non-opposition, les inspecteurs et leurs principaux adjoints dont la liste suit :

- Madame Eliane GRANIE, receveur percepteur,
- Monsieur Vincent TOLDRE, inspecteur du Trésor, chef du service « dépenses ».

En cas d'empêchement :

- Madame Marie-Christine JUHEL, contrôleur principal du Trésor,
- Madame Martine FROST, contrôleur principal du Trésor,
- Madame Nadine THOUVIGNON, contrôleur principal du Trésor.

- Service Produits divers :

- Monsieur Thierry LUSQUE, inspecteur du Trésor, chef du service recouvrement produits divers.

En cas d'empêchement :

- Madame Jacqueline BIGEREL, contrôleur principal du Trésor,
- Madame Agnès PREBAY, contrôleur du Trésor.

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7) à M. Jean OILLET, agent d'administration.

- Service Dépôts de fonds – pôle interrégional de consignations :

Reçoivent procuration pour signer les notes, documents ordinaires de service, les récépissés, déclarations de recettes, reconnaissances de dépôts de valeurs, les certifications de règlement sur les mandats, sur les ordres de paiement et tous documents comptables, les extraits d'opposition et certificats de non-opposition, les chèques et ordres de virement sur la Banque de France, les chèques et avis de visa, les chèques sur le Trésor, les ordres de paiements et autorisations de paiement pour mon compte dans d'autres départements, les virements par signature électronique, les inspecteurs et leurs principaux adjoints dont la liste suit :

- Mademoiselle Nicole SIMONIN, inspecteur du Trésor, chef du service « dépôts et services financiers ».

En cas d'empêchement :

- Madame Anne-Marie AUBERT, contrôleur principal du Trésor,
- Madame Evelynne ROQUES, contrôleur du Trésor.

- Mademoiselle Fanny LHERITIER, inspecteur du Trésor, responsable du pôle interrégional des consignations.

En cas d'empêchement :

- Madame Annette KIEFFER, contrôleur principal du Trésor.

- Service Comptabilité :

- Madame Claire BERTRAND, inspecteur du Trésor, chef du service comptabilité.

En cas d'empêchement :

- Madame Maryse DE DONATO, contrôleur principal du Trésor,
- Monsieur Bernard LAROSE, contrôleur du Trésor.

\* Pour la Division Collectivités locales – Missions économiques :

- Madame Nicole BENOIT, receveur percepteur, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques.

Reçoivent procuration pour signer les états fiscaux, les comptes de gestion, les bordereaux de transmission, les demandes de renseignements, les accusés de réception, les récépissés et reçus divers, les lettres d'envoi et autres documents concernant l'ensemble des services constituant la division secteur public local et mission économique, les inspecteurs et leurs principaux adjoints dont les noms suivent :

- Madame Bénédicte OLLIER, inspecteur du Trésor, chargée de mission animation et expertise,
- Mademoiselle Gaëlle WAGNER, inspecteur du Trésor, chef du service qualité comptable et opérations de gestion,
- Mademoiselle Emilie HECKLER, inspecteur du Trésor, chargée de mission animation et expertise,
- Monsieur Julian MESSIER, inspecteur des impôts, chef du service de la fiscalité directe locale,
- Mademoiselle Nathalie ALBERT, inspecteur du Trésor chargée de mission animation et expertise,
- Monsieur Nicolas LAZZAROTTO, inspecteur du Trésor, chargé de mission « affaires économiques »,
- Madame Odile GAMBETTE, inspecteur du Trésor, chargé de mission « affaires économiques ».

En cas d'empêchement :

- Monsieur Pascal AUBERT, contrôleur principal du Trésor,
- Monsieur Fabrice ARNET, contrôleur principal du Trésor,
- Madame Nicole HENRY, contrôleur des impôts.

## 7 - Pôle pilotage et ressources

\* Pour la Division Budget, logistique, immobilier, informatique :

- Monsieur Jean-Luc HUMBERT, directeur divisionnaire des impôts, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique,
- Monsieur Nicolas PFOHL, inspecteur des impôts, adjoint chargé du budget, de la logistique, de l'immobilier, et de l'informatique,
- Monsieur Gilles FLUCK, inspecteur du Trésor, adjoint chargé du budget, de la logistique, de l'immobilier, et de l'informatique,
- Monsieur Stéphane GAYRAUD, inspecteur du Trésor, adjoint chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité,
- Monsieur Stéphane LAMBERT, inspecteur du Trésor, adjoint chargé de l'informatique.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Olivier LAURENT, contrôleur des impôts,
- Madame Martine HOUSTLER, contrôleur principal du Trésor,
- Madame Fabienne MATHIOT, contrôleur du Trésor.

\* Pour la Division Gestion Ressources Humaines :

- Madame Sylvie ROMAIN, receveur percepteur, responsable du pilotage de la gestion des ressources humaines et de la formation,
- Madame Chantal PETRONIO, inspecteur des impôts, conseiller ressources humaines.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Jean-Pierre MERCIER, contrôleur principal des impôts,
- Madame Bénédicte HALLE, contrôleur des impôts,
- Monsieur Luc SCHEFFMANN, contrôleur principal du Trésor,
- Madame Céline HERVEUX, contrôleur du Trésor,
- Madame France BERNIZ, inspecteur du Trésor, responsable de la formation professionnelle et des concours.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Francis NOEL et Madame Nicole LABRUSSE, contrôleurs des impôts,
- Madame Michèle CHAUVILLE pour tous les actes relevant de la compétence du correspondant social.

\* Pour la Division Stratégie, Contrôle de gestion, Qualité de service :

- Monsieur Marc DERHAN, trésorier principal, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service,
- Madame Nicole ARCIER, inspecteur des impôts, adjointe à la stratégie, contrôle de gestion, qualité de service.

**Article 5 :** La présente décision prend effet le 1er mai 2011. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 10 mai 2011

L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Françoise NOITON